



## Annales historiques de la Révolution française

347 | janvier-mars 2007  
Varia

---

# Consciences épiscopales en exil (1789-1814). À travers la correspondance de Mgr de la Fare, évêque de Nancy

Philippe Goujard

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/8823>

ISSN : 1952-403X

### Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

### Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2007

Pagination : 202-204

ISSN : 0003-4436

### Référence électronique

Philippe Goujard, « Consciences épiscopales en exil (1789-1814). À travers la correspondance de Mgr de la Fare, évêque de Nancy », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 347 | janvier-mars 2007, mis en ligne le 21 juillet 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/8823>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

---

# Consciences épiscopales en exil (1789-1814). À travers la correspondance de Mgr de la Fare, évêque de Nancy

Philippe Goujard

---

## RÉFÉRENCE

Bernard de Brye, *Consciences épiscopales en exil (1789-1814). À travers la correspondance de Mgr de la Fare, évêque de Nancy*, Paris, Cerf, 2005, 517 p., ISBN 2-204-06938-8, 59 €.

- 1 Au travers de la biographie de Henri de La Fare, évêque réfractaire de Nancy, c'est l'itinéraire de l'ensemble de l'épiscopat français émigré que parcourt ce livre bien informé mais parfois touffu où des détails de médiocre importance masquent en certaines pages l'essentiel. Un des apports de l'auteur est de montrer l'existence de divergences au sein de l'épiscopat émigré, lesquelles furent évidemment secondaires au regard du refus obstiné de la Révolution. Et, mérite qui n'est pas mince, la sympathie de l'auteur pour « son » évêque ne le conduit pas à une condamnation sans appel de la Révolution.
- 2 Comme la presque totalité des évêques de la France des années 1780, Henri de La Fare n'est pas devenu prélat à cause de ses seules relations de famille ou de clientèle. Certes, son appartenance à une famille de vieille tradition catholique en plein pays camisard, sa parenté avec le cardinal de Bernis, son grand oncle, et quelques appuis à la cour ont été décisifs. Mais sa brillante scolarité au collège d'Harcourt (où il reçoit les leçons du précepteur de Talleyrand et de d'Antraigues) puis au séminaire de Saint Sulpice, dirigé par l'énergique Monsieur Émery, lui ont donné les connaissances indispensables pour être distingué dans le vivier des 950 vicaires généraux d'extraction sociale à peu près comparable et formés au même moule.

- 3 C'est comme vicaire général du diocèse de Dijon qu'il fait ses classes. Doté d'une solide culture ecclésiastique, il n'est pas ignorant des idées nouvelles : 69 % des livres de sa bibliothèque traitent de belles lettres et de sciences, 9 % de théologie. Est-ce par nécessité de répondre à l'adversaire ou l'effet d'une réelle ouverture d'esprit ? On trouvera dans son palais de Nancy le portrait de Voltaire, dont il a occupé le fauteuil à l'Académie de Dijon après la mort du philosophe. À Dijon, il est au reste plus préoccupé d'affaires profanes que de questions religieuses. À partir de 1787, il est un élu actif aux États de Bourgogne, préoccupé de questions économiques et défenseur de l'autorité royale contre les attaques du parlement. Membre de l'Assemblée des notables en 1787, il combat les projets de Calonne. Sans négliger sa carrière : en 1788, il obtient l'évêché de Nancy où il est encore rattrapé par la politique. Élu aux États généraux sans rencontrer d'opposition dans un bas clergé où le courant richériste est actif – l'abbé Grégoire est un de ses curés –, La Fare est représentatif du groupe des évêques députés, majoritairement originaire du Sud-Ouest et de Nord-Est et d'âge inférieur à la moyenne d'âge des évêques de France.
- 4 La Constitution civile du clergé achève de rejeter ce monarchien hostile à la vente des biens nationaux dans l'opposition à la Révolution. Selon l'auteur, mais cette allégation mériterait débat, l'épiscopat français n'aurait pas été hostile à des changements politiques et moins encore à une réorganisation de l'Église, mais à la condition que celle-ci soit entreprise par un concile national et non par une assemblée politique élue et majoritairement composée de laïcs.
- 5 Retiré à Nancy dès juillet 1789, La Fare choisit l'exil, pis-aller auquel le contraint l'attitude des autorités politiques locales mais aussi une partie de la bourgeoisie et du petit peuple. Après avoir condamné le serment constitutionnel, il quitte son diocèse le 7 janvier 1791, c'est-à-dire au moment où la majorité des évêques de France émigre, pour Trèves, un des pôles de rassemblement des émigrés. Il y rencontre ses collègues et fréquente les cours de princes. Exil actif : son courrier, où il se pose en martyr et promet aux révolutionnaires les pires châtiments divins, a quelque influence sur le refus majoritaire du serment par le clergé lorrain.
- 6 Devant la menace militaire française, La Fare doit quitter Trèves pour la Bavière puis Vienne où il subit les mêmes avanies que le clergé émigré dans tous les pays d'Europe, et surtout les pays catholiques. Il y restera vingt-trois ans. C'est l'exil qui fait de lui un évêque. Il multiplie les efforts pour soulager le sort des prêtres exilés : aide spirituelle, morale, financière, se différenciant ainsi des autres évêques lorrains peu soucieux du sort de leur clergé. Mais, de septembre 1792 à la fin de l'année 1794, il est coupé du clergé réfractaire resté en Lorraine. De rares informations lui parviennent, pessimistes sur le sort du clergé, optimistes lorsqu'elles soulignent l'hostilité opiniâtre aux jureurs.
- 7 1795 marque un tournant. Le changement d'orientation de la politique religieuse de la Convention puis du Directoire nourrit chez lui, comme chez les autres évêques, l'illusion d'un rapide retour de la France au catholicisme traditionnel. À la fin de l'année 1795, il envoie deux émissaires, les abbés Jacquemin et Mollevaut, pour reprendre en main le diocèse. Du fait des difficultés de la correspondance – des lettres sont perdues, d'autres sont saisies –, ils vont souvent devoir prendre des décisions seuls. La complexité des situations locales contraint les envoyés de l'évêque à se préoccuper avant tout du sort des prêtres ayant prêté soit tous les serments soit les moins compromettants : condamnation ou réconciliation ? C'est une source de dissensions entre l'évêque, ses agents et le clergé réfractaire souvent choqué par la bienveillance parfois manifestée à l'égard de certains jureurs. En même temps les deux abbés ne peuvent pas ignorer que la Révolution a créé

ou a donné l'occasion de faire surgir au grand jour un dimorphisme sexuel dans les comportements religieux des laïcs.

- 8 La répression qui suit le coup d'État de Fructidor transforme le diocèse en pays de mission. Un prêtre nommé par les deux représentants de l'évêque auxquels il a donné plein pouvoir doit encadrer six à dix paroisses : situation identique à celle d'autres diocèses, ainsi celui de Lyon. Les priorités sont l'instruction des enfants et le culte eucharistique. La force des choses conduit à donner plus de responsabilités aux laïcs : paradoxalement c'était le projet des courants ecclésiologiques jansénistes les plus radicaux, inspireurs, avec d'autres, de la Constitution civile du clergé.
- 9 La Fare n'en oublie pas pour autant son goût de la politique. À partir de 1795, il représente le comte de Provence auprès de la cour de Vienne. L'important est ici de souligner qu'en assumant cette mission avec zèle, il s'éloigne de certains évêques qui, sans rompre avec la monarchie, voient dans la restauration de la religion catholique telle qu'ils l'entendent la priorité absolue. Au contraire, La Fare est lié aux réseaux contre-révolutionnaires et le cardinal Ruffo est un de ses modèles. Cela ne lui interdit pas de juger d'abord le coup d'État de Brumaire avec prudence, à la différence des évêques qui soit acceptent soit condamnent immédiatement le nouveau régime, bien qu'il persiste à penser que la religion et la monarchie gardent partie liée. Cette prise de position ambiguë est l'effet de la pression contradictoire du clergé lorrain plutôt favorable au ralliement à Bonaparte et de ses amitiés contre-révolutionnaires. Ces convictions contre-révolutionnaires vont l'emporter. Il refuse le nouveau régime comme il refuse la démission qu'impose le Concordat. Mais, soucieux de l'unité de l'Église, il n'approuve pas le schisme de la Petite Église. Son choix, qui ne lui évite pas la disgrâce du comte de Provence devenu Louis XVIII, le condamne à l'obscurité. Il doit attendre la Restauration pour revenir en France et y jouer un rôle important dans l'administration de l'Église. Nommé archevêque d'Auxerre en 1822, il est fait cardinal l'année suivante. Le sacre de Reims est aussi son apothéose. Sa mort, en 1829, lui évite de voir la chute des Bourbon auxquels il n'avait jamais cessé d'être fidèle comme il avait été fidèle à une certaine idée de l'Église.